

Investissements publics dans la petite enfance et dividende démographique au Mali

Auteurs : Sadou Doumbo, Pr. Latif Dramani, Moussa Sidibé, Robert Dabou

1. Contexte

De 9,8 millions d'habitants en 1998, la population malienne est passée à 14,5 millions d'habitants en 2009 (RGPH 1998 et 2009) avec un taux d'accroissement intercensitaire de 3,6% sur la période 1998 – 2009. La population est estimée à 17,8 millions d'habitants en 2015 dont 37,5% vivent en milieu urbain (DNP, projections démographique 2015). La population âgée de moins de 15 ans représente 47,1% de la population totale. Les 15 – 64 ans représentent 50,6%. Cette situation contribue à un ratio de dépendance de l'ordre 103 personnes dépendantes pour 100 personnes d'âge actif.

Le pays est caractérisé par la précocité des unions. Selon la cinquième Enquête Démographique et de Santé de 2012 – 2013 (EDSM V), les femmes maliennes entrent en union à un âge très précoce : une femme cinq (20%) sur âgées de 25 – 49 ans sur était déjà en union avant d'atteindre l'âge de 15 ans. La moitié des femmes étaient déjà en union avant l'âge de 18 ans.

En moyenne, chaque femme a au moins 6 enfants. Et même si les taux de la mortalité maternelle et infantile demeurent parmi les des plus élevés au monde, la jeunesse de la population et les mariages précoces contribuent à accroître rapidement la population, avec pour effet un accroissement rapide des dépenses de santé et d'éducation. Il est important de mesurer l'impact des dépenses, en particulier publiques, de consommation sur le développement du capital humain et partant sur le développement économique du pays.

L'étude sur le profil du dividende démographique s'inscrit dans le cadre de la recherche d'une composition optimale des dépenses plus efficace pour la transformation économique du pays. Le rapport sur le profil du dividende démographique en 2015 au Mali a fournit un ratio de soutien économique de 43% et une projection de 43,5% en 2020. Les enfants et les jeunes contribuent fortement au déficit du cycle de vie évalué à 1 585 milliards de FCFA soit 38,2% du PIB en 2016.

Il est important de mesurer la contribution des enfants à la consommation, spécifiquement à la consommation en santé et en éducation pour évaluer les efforts de l'Etat et des ménages à la formation du futur capital humain, source de croissance attendu.

2. Cadre théorique, données et applications

La méthodologie utilisée dans l'analyse du dividende démographique est celle des comptes nationaux de transferts (NTA) développée par les Nations Unies (*Manual – Measuring and analysing the generational econmy*, 2013) sur la base des travaux de Mason Andrew et Ronald Lee (*Population aging and generational economy*, 2011). Cette méthodologie part du principe qu'à chaque âge, les ressources sont égales aux usages qui en sont faits. Elle introduit ainsi la dimension « âge » dans la comptabilité nationale.

Les dépenses de consommation publiques, tout comme les dépenses privées, se répartissent, suivant la méthodologie des comptes nationaux de transferts (NTA) en dépenses d'éducation, de santé et autres dépenses. Les dépenses effectuées sont affectées aux personnes qui en sont les bénéficiaires. Le revenu du travail est composé du revenu du travail salarié et du revenu de l'auto-emploi.

De l'identité $YL(a) + YA(a) + T_+(a) = C(a) + S(a) + T_-(a)$,

l'on déduit : $C(a) - YL(a) = T_+(a) - T_-(a) + YA(a) - S(a)$

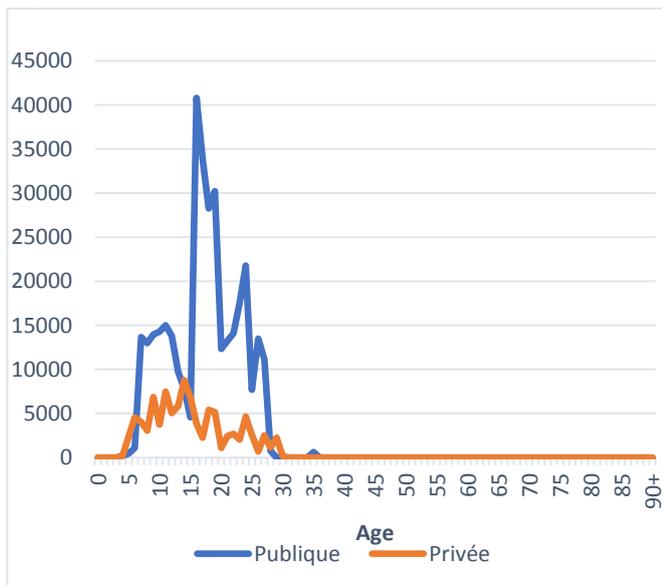
En notant : a l'âge, C la consommation, YL le revenu du travail, T les transferts versés, T_+ les transferts reçus, public et privés, YA le revenu du capital et S l'épargne.

Le terme à gauche correspond au « déficit de cycle de vie », différence entre consommation et revenu du travail pour chaque personne, à chaque âge. Le terme de droite informe sur les sources de financement du déficit du cycle de vie.

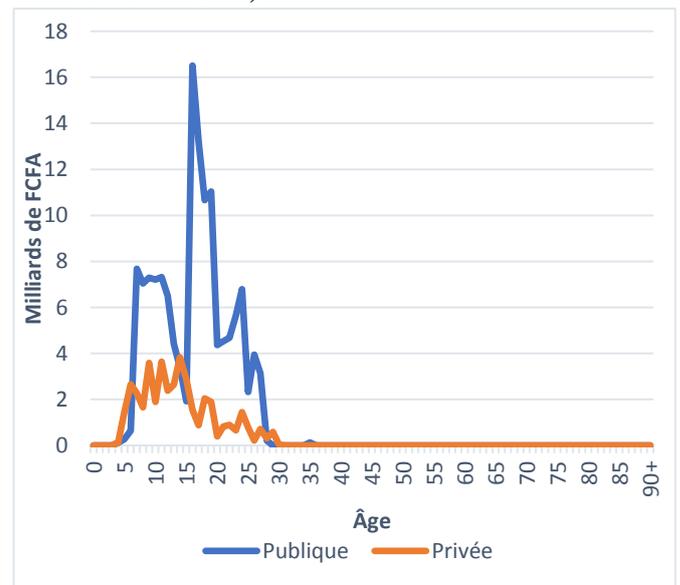
Les données utilisées pour mesurer le déficit du cycle de vie au Mali en général et celui des enfants en particulier, proviennent de diverses sources incluant les comptes économiques nationaux, les rapports d'exécution du budget national et des budgets de la santé et de l'éducation, les données d'enquêtes (Enquête modulaire auprès des ménages, 2016) et d'autres enquêtes spécifiques (enquêtes emploi, conditions de vie des ménages), les rapports d'activités de l'administration publique et des programmes / projets (données de routine entre autres).

Les graphiques suivants sont obtenus sur la base des résultats de l'application de la méthodologie des NTA aux données du Mali (2016).

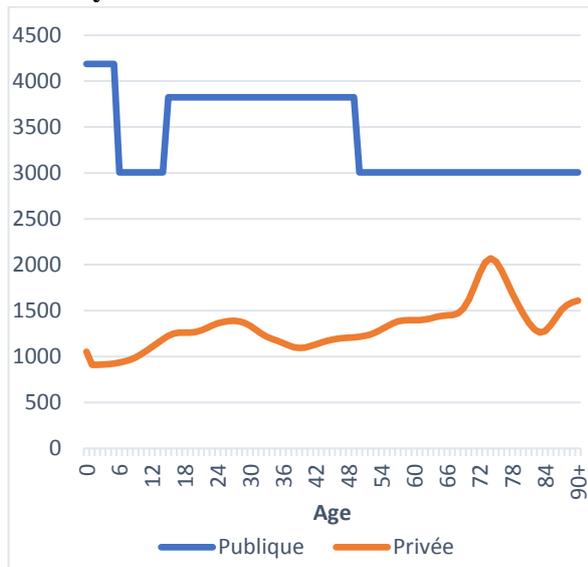
Profil moyen de consommation en éducation en FCFA



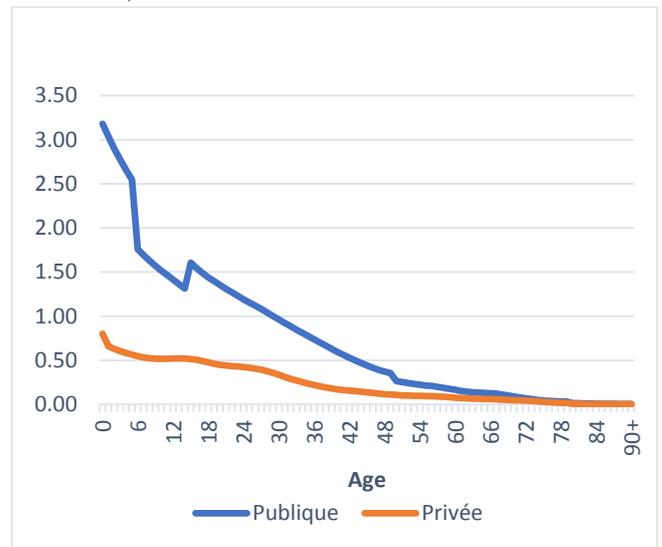
Profil agrégé de consommation en éducation (en milliards de FCFA)



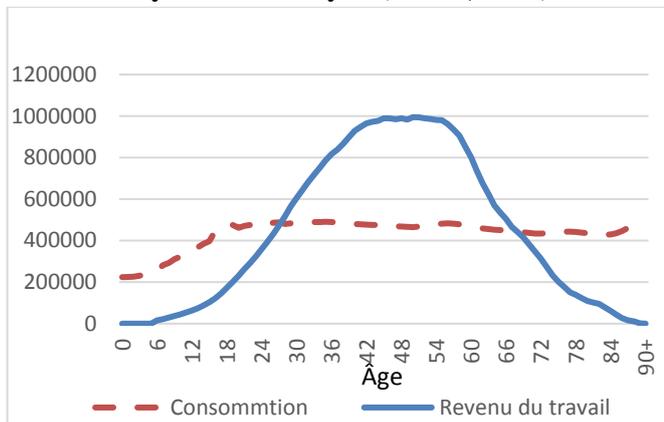
Profil moyen de consommation en santé en FCFA



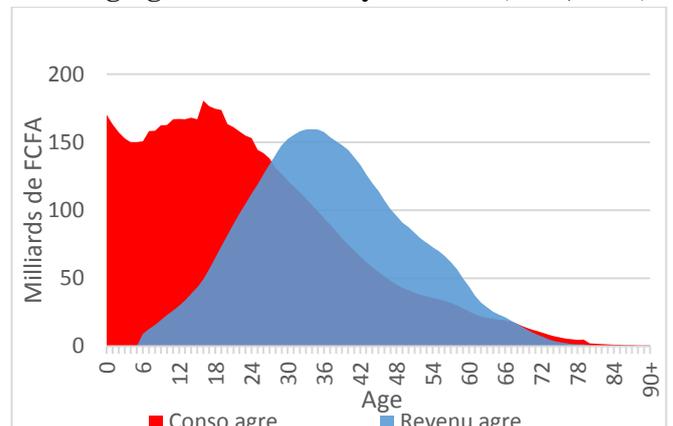
Profil agrégé de consommation en santé (en milliards de FCFA)



Déficit du cycle de vie moyen (FCFA, 2016)



Profil agrégé du déficit du cycle de vie (Mali, 2016)



Ces graphiques indiquent qu'en moyenne, par âge, les enfants de moins de 8 ans reçoivent plus de « prise en charge » publique en santé qu'en éducation. Toutefois, l'on constate également que quelque soit l'âge du jeune enfant, l'Etat investit plus dans son développement que les ménages desquels ils sont issus. En moyenne, la tranche de 8 – 24 ans est celle qui reçoit le plus de ressources publiques pour satisfaire ses besoins de consommation, en particulier en éducation et en santé. L'éducation reste de loin, le secteur qui capte le plus de budget public, rapporté à l'âge. Le profil moyen de consommation publique le plus élevé s'observe autour de 16 ans avec un montant d'environ 106 000 FCFA par personne en 2016 contre un maximum de 77 500 FCFA pour les 20 ans en 2015.

Les enfants de moins de 8 ans bénéficient également d'une grande part des ressources publiques mais en deçà de celles reçues par les 8 – 24 ans en moyenne. Pour les personnes âgées de 8 ans, les dépenses publiques moyennes atteignaient 79 000 CFA en 2016. Les dépenses publiques moyennes de santé sont largement au-dessus de celles d'éducation (éducation préscolaire en particulier). *Il semble que l'Etat aide les enfants à venir au monde mais ne les accompagne pas dans leur enfance.* Plus de 2 millions d'enfants restent encore en dehors de système de

l'éducation au Mali, sans compter les millions d'autres, en particulier les filles, qui n'arrivent pas à s'y maintenir, et ce malgré une politique mise en œuvre visant à doter chaque village d'une infrastructure scolaire. L'éducation préscolaire, première étape du parcours éducatif, reste toutefois très faible au Mali : seulement 6% des enfants de 4 – 6 ans sont inscrits dans une école préscolaire en 2016.

L'analyse approfondie aura pour objectifs de :

- faire une analyse globale du déficit du cycle de vie au Mali ;
- évaluer les effets des politiques publiques, en particulier d'éducation et de santé, sur le développement des capacités cognitives et du développement du capital humain des enfants ;
- proposer des recommandations de politiques économiques et sociales visant une amélioration de l'efficacité du financement du déficit du cycle de vie et, en particulier du financement des politiques publiques en faveur de la petite enfance.